



Nouvelles ” mobilités maraîchères ” à Buenos Aires : les migrants boliviens à l’œuvre

Julie Le Gall

► To cite this version:

Julie Le Gall. Nouvelles ” mobilités maraîchères ” à Buenos Aires : les migrants boliviens à l’œuvre. Espace Populations Sociétés, 2010, 2010 (2-3), p. 321-336. hal-00679570

HAL Id: hal-00679570

<https://hal.science/hal-00679570>

Submitted on 15 Mar 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nouvelles « mobilités maraîchères » à Buenos Aires : les migrants boliviens à l'œuvre

Julie Le Gall

Doctorante en géographie sous la direction de Jean-Louis Chaléard et Susana M. Sassone.
Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, UMR 8586 PRODIG / Université de Buenos Aires, IMHICIHU Digeo.

Mel : julielegall@gmail.com

Résumé : En trente ans, les Boliviens et leurs descendants sont devenus les principaux acteurs de l'approvisionnement en légumes de Buenos Aires et occupent l'ensemble des espaces maraîchers de production, de commercialisation de gros et de vente au détail. Les Boliviens profitent d'un ensemble de facteurs conjoncturels, propres à l'Argentine des années 1990, pour s'insérer et circuler dans l'aire métropolitaine ; grâce à leur utilisation efficace et spécifique des réseaux matériels et immatériels, ils impulsent des mobilités innovantes dans l'activité maraîchère des années 2000. Etudier les mobilités des maraîchers boliviens témoigne des évolutions du couple migratoire classique Bolivie / Argentine et met en évidence les mutations profondes affectant la métropole argentine depuis la fin des années 1980.

Mots-clés : Maraîchage, Agriculture périurbaine, Réseaux, Boliviens, Buenos Aires.

Summary: In thirty years, the Bolivian migrants and their kin have become key players in the supply of vegetables in Buenos Aires and hold control on all gardening spaces for farming, marketing, wholesaling and retailing. Bolivians benefited from various trends specific to the Argentinean context in the 1990s that allowed them to move around and integrate the metropolitan area. Thanks to their own efficient way of mobilizing the physical and virtual networks, they induce original mobility patterns in the gardening system of the years 2000. Looking at the mobility patterns of the Bolivians involved in the gardening activity shows how much the migratory couple formed by Bolivia and Argentina lately evolved and reveals the deep changing process happening in Buenos Aires since the end of the 1980s.

Keywords : Gardening system, Periurban agriculture, Networks, Bolivian, Buenos Aires.

Deux faits majeurs alimentent les conversations des vieux producteurs de la zone maraîchère septentrionale de Buenos Aires. D'une part, les marchés de gros se multiplient dans cette partie de la troisième couronne traditionnellement dédiée à la production ; d'autre part, on voit se vendre des légumes de haute qualité en provenance des serres de la zone de production méridionale de l'aire métropolitaine¹ (carte 1). Des producteurs maraîchers des troisième et quatrième couronnes complètent leurs productions en allant acheter des légumes à d'autres producteurs situés à plus de deux heures de trajet de là, avant de vendre le tout à des commerçants du centre ville depuis différents marchés de gros. « *Antes, era otra cosa* », « avant, c'était autre chose », soupirent les vieux producteurs. En poussant un peu la conversation, on apprend que ces nouveaux producteurs, qui s'affichent aujourd'hui au volant de poids lourds Mercedes dernier cri, sont des migrants boliviens arrivés il y a parfois moins de dix ans à Buenos Aires et traités alors avec mépris de « *bolitos* »².

Ces situations nouvelles témoignent du changement le plus visible de l'activité maraîchère de Buenos Aires : les Boliviens et leurs descendants apparaissent désormais comme les garants de l'approvisionnement de Buenos Aires en légumes frais, dont les tomates et laitues indispensables au fameux « *asado* »³. En trente ans, ces voisins du Cône sud sont devenus les principaux acteurs d'une activité qui avait toujours été entre les mains des Italiens, des

¹ Soit 34 départements qui incluent : la ville de Buenos Aires (Capitale Fédérale), les départements du Grand Buenos Aires et du Grand La Plata et certains départements de la troisième couronne (Escobar, Cañuelas, General Rodríguez, Marcos Paz, Pilar et San Vicente).

² Expression argotique péjorative construite sur le terme de « *boliviano* », bolivien.

³ Barbecue argentin.

Japonais ou des Portugais, et de leurs descendants. Ils occupent à ce jour l'ensemble des espaces maraîchers de production, de commercialisation de gros et de vente au détail, représentant 40 % des producteurs maraîchers de l'aire métropolitaine et la majorité de la production familiale [Ministerio de Asuntos Agrarios et *al.*, 2006 ; Pizarro, 2009] et entre 75 et 90% des commerçants grossistes spécialisés en légumes [Le Gall, 2007]. Jusqu'à présent, les études géographiques de l'activité maraîchère se sont intéressées à ces espaces et acteurs de façon plus figée que dynamique. Pourtant, les circulations nouvelles, observées pour les légumes et surtout pour leurs producteurs au sein de l'Aire métropolitaine de Buenos Aires (AMBA), pourraient indiquer une complexification des réseaux d'approvisionnement en légumes dans la métropole. On a vite fait d'attribuer les mutations du secteur maraîcher aux nouveaux venus, d'autant plus que les Boliviens disposeraient, en tant que migrants, d'un « savoir circuler ». Quel rôle joue la mobilité des maraîchers boliviens dans cette complexification des circulations maraîchères ?

L'enjeu de cet article est de préciser le caractère nouveau des mobilités dites maraîchères et de souligner leur rôle dans les recompositions métropolitaines de Buenos Aires. En revisitant le couple migratoire Bolivie / Argentine sous l'angle des mobilités associées au secteur maraîcher métropolitain, on cherche aussi à mieux comprendre ses évolutions. Le champ d'étude des mobilités est plus large que celui des migrations : il articule plusieurs échelles et croise plusieurs approches. Les mobilités peuvent être spatiales et sociales et renseignent autant sur l'organisation des lieux que sur les trajectoires personnelles de ceux qui y vivent ou y travaillent. On étudie à la fois les modalités du déplacement et ses acteurs, le support du déplacement et ce que ce dernier provoque. Trois axes réflexifs se dégagent. Les mobilités rendent d'abord compte des pratiques d'individus et de familles [Baby-Collin et *al.*, 2009 ; Dureau, Lévy, 2002]. Les acteurs étudiés ici présentent une expérience doublement fondée par le mouvement : d'une part comme migrants [Faret, 2003], d'autre part comme producteurs et commerçants circulants [Chaléard, 1996 ; Péraldi, 2001 ; 2002]. Cette dualité interpelle : le caractère de migrant des nouveaux acteurs suffit-il à expliquer les circulations innovantes des produits maraîchers ? Les mobilités sont aussi l'expression d'une distance géographique et de la volonté de la maîtriser [Lévy, Lussault, 2003]. Cette définition invite à s'attacher au déplacement en lui-même, pour ses formes, ses supports, ses temporalités. Les Boliviens et leurs descendants circulent des espaces ruraux périurbains aux espaces centraux urbains, et vers d'autres périphéries rurales : étudier leurs parcours [Boyer, Gonin, 2001] rendrait compte de la connexion de ces espaces ruraux et de leur accessibilité⁴. Enfin, les mobilités sont autant déplacements que rencontres et échanges [Capron et *al.*, 2005]. En ce sens, les circulations des maraîchers boliviens à Buenos Aires amènent à l'observation de leurs rapports à la société réceptrice, avec leurs contraintes ou leurs facilités d'insertion.

Ce travail s'appuie sur des enquêtes de terrain et récits de vie, réalisés entre 2006 et 2008 auprès, d'une part, des producteurs maraîchers boliviens des zones de production principales de l'aire métropolitaine à Pilar (Nord) et La Plata (Sud) et, d'autre part, des commerçants de plusieurs marchés de gros. Les migrants boliviens vendent aussi des légumes au détail dans des magasins et des marchés de la capitale fédérale et sont amenés à circuler vers les marchés de gros périphériques. Afin de se concentrer sur les mobilités issues des espaces ruraux, n'ont été traitées ici que les trajectoires des producteurs. La première partie reviendra sur les évolutions du couple migratoire Bolivie / Argentine observées depuis l'activité maraîchère périurbaine. Les éléments conjoncturels autour des nouvelles mobilités sociales et spatiales

⁴ On rejoint ici les travaux sur les sociétés rurales analysées sous l'angle des mobilités : ce paradigme « mobilitaire » a montré leur dimension dynamique et le rôle des migrations temporaires et définitives dans leur développement [Cortès, 2000].

des producteurs maraîchers boliviens feront l'objet d'une seconde partie, où sera mis en évidence le contexte de recompositions métropolitaines dans lequel interviennent les Boliviens. Une approche par les réseaux permettra, en troisième partie, de mieux comprendre les recompositions territoriales en jeu derrière les « mobilités maraîchères » de Buenos Aires.

1. Des migrations saisonnières à la circulation régionale : mobilité sociale et changement d'échelle des déplacements boliviens

Aujourd'hui, le nombre de producteurs maraîchers boliviens dans l'AMBA s'élèverait environ à un millier. Plus que l'exactitude des chiffres⁵, il faut retenir la participation minime de cette catégorie professionnelle à la population bolivienne de l'aire métropolitaine et la surreprésentation de ces étrangers dans le secteur économique maraîcher. On prend pour hypothèse que l'omniprésence des Boliviens (et de leurs descendants) dans le secteur maraîcher résultent de mobilités particulières qui leur confèrent une position à part dans la population bolivienne en Argentine et dans l'évolution du maraîchage argentin.

Le couple migratoire Bolivie / Argentine s'inscrit dans la tradition des migrations entre l'Argentine et ses voisins du Cône Sud [Balán, 1992]. Les migrants issus des pays limitrophes⁶ ont contribué de façon constante au solde migratoire de l'Argentine⁷, mais ce n'est qu'à partir des années 1960 qu'ils ont acquis une visibilité croissante [Maguid, 1995], lorsque leur part dans la population totale a devancé celle des migrants d'outre-Atlantique. Ainsi, la migration bolivienne, déjà remarquée en 1869 dans les provinces du nord-ouest, prit de l'importance à partir des années 1930, avec le développement des économies régionales et la demande croissante de main-d'œuvre dans les exploitations sucrières, « tabacoles » (provinces de Salta et de Jujuy, au nord-ouest) ou viticoles (province de Mendoza, à l'ouest) [Celton, 1995 ; carte 2]. Le rythme des récoltes donnait lieu à des migrations saisonnières, dites « *golondrinas* » (littéralement « hirondelles »), entre les différentes provinces argentines et à des retours annuels en Bolivie. A partir des années 1960 et surtout 1970, la mécanisation des industries de Salta et Jujuy déplaça vers l'Ouest les parcours des saisonniers. Ils se dirigèrent alors vers la province de Tucumán, pour sa production sucrière, et de façon massive vers les provinces de Córdoba et Buenos Aires, pour leurs ceintures maraîchères et leur abondante offre d'emplois dans les secteurs industriels et productifs⁸. Les premiers ouvriers agricoles boliviens des exploitations maraîchères de Buenos Aires apparurent au milieu des années 1970. Après l'établissement de ces pionniers et la publicité qui leur fut faite, les

⁵ Les chiffres sont donnés à titre indicatif. Le recensement national de 2001 compte 233 500 Boliviens, quand l'ambassade de Bolivie en annonce entre 1,5 et 2 millions en Argentine et quand, pour le seul département d'Escobar (donné ici à titre d'exemple), certains auteurs parlent de 105 000 Boliviens. Le chiffre de 40% de Boliviens localisés dans la Province de Buenos Aires apparaît donc sujet à caution. Ces écarts suggèrent qu'une partie des Boliviens serait sans-papiers et donc non recensée. La situation de l'activité maraîchère, malgré le très complet recensement hortifloricole de 2005 [Ministerio de Asuntos Agrarios et *al.*, 2006], est également pleine d'ambiguïtés. Quand les producteurs ont été recensés, seule a été notée la nationalité du « producteur », ce qui laisse de côté les épouses et les enfants qui, pourtant, peuvent aussi ne pas être argentins. Dans la pratique, on a travaillé avec les producteurs maraîchers d'origine bolivienne, en s'appuyant sur les discours des personnes interrogées. La question de la nationalité bolivienne ou argentine restait délicate à poser pour des raisons évidentes de réglementation.

⁶ Chili, Bolivie, Paraguay, Uruguay, Brésil.

⁷ Depuis le recensement de 1869 (date de la première prise en compte des migrants dans les registres officiels) jusqu'à 2001 (date du dernier recensement où leur pourcentage s'élève à 2,5%), les migrants étrangers nés dans un pays limitrophe représentent entre 2 et 2,9 % de la population totale argentine.

⁸ L'accent mis pour cet article sur l'activité maraîchère ne doit pas faire oublier que l'immense majorité des Boliviens et de leurs descendants travaille à Buenos Aires dans les secteurs de la construction, du textile, des services.

trajectoires des migrants saisonniers depuis la Bolivie devinrent de plus en plus directes. Dès les années 1980 et surtout 1990, le nombre d'allers-retours se réduisit au profit d'installations prolongées. En effet, avec 13 millions d'habitants, soit 38 % de la population argentine, l'Aire métropolitaine de Buenos Aires dispose de la plus forte demande en légumes frais du pays, comblée de 60 à 90 % (selon les saisons) par les productions de sa ceinture maraîchère [Benencia, 2004] : de quoi rendre indispensable une main d'œuvre abondante.

Choisir d'abandonner les migrations saisonnières et de s'installer dans les espaces maraîchers de la capitale argentine s'explique par un phénomène de mobilité sociale propre à l'activité maraîchère. « L'échelle bolivienne » (« *escalera boliviana* »), mise en évidence par R. Benencia [1997], décrit le changement de statut des migrants boliviens qui sont successivement ouvriers agricoles (*peones*), métayers (*mediero*⁹) et producteurs à leur compte, propriétaires (rarement) ou locataires. On a mis en lumière dans les années 2000 un échelon supplémentaire, celui de commerçant dans un marché de gros [Le Gall, 2007]¹⁰. Le graphique 1 relate l'ascension de quatre producteurs et propose différents cas de figure. On perçoit les rythmes d'ascension différenciés et le raccourcissement, ces dernières années, du circuit qui mène à la location des terres.

Ces trajectoires sociales sont porteuses de mobilités variées, puisque les producteurs maraîchers sillonnent toutes les routes périphériques de l'aire métropolitaine pour vendre leurs légumes frais. Ces déplacements restent toutefois sélectifs dans le temps et dans l'espace et sont dédiés en priorité à l'activité économique du foyer. Ils dépendent des horaires et de la localisation des marchés de gros (carte 3), éventuellement des lieux de référence boliviens, comme le quartier ethnique de Liniers dans la capitale ou le centre commercial d'Escobar. Ces mobilités sélectives dessinent donc une Buenos Aires maraîchère et organisée autour de pôles que l'on pourrait qualifier de « mini Bolivies » [Cortès, 2001].

Les mobilités socio-spatiales décrites expriment une double innovation. En premier lieu, dans le couple Bolivie / Argentine, l'ascension sociale fait passer les Boliviens d'un système migratoire saisonnier international à une circulation quotidienne régionale. Elle leur permet de dépasser la situation intermédiaire d'immobilité imposée par leur statut d'ouvrier ou de métayer, et dans laquelle semblent confinés plus longtemps les migrants boliviens du secteur textile ou de l'emploi domestique¹¹. En second lieu, au sein du système d'approvisionnement en légumes argentin, l'existence d'un acteur portant la triple casquette de producteur, transporteur et commerçant grossiste ne s'était jamais vue auparavant : cette nouvelle mobilité sociale explique la présence des migrants boliviens à tous les échelons du secteur économique maraîcher.

Si on fait abstraction de cette superposition des fonctions, les mobilités des producteurs boliviens sont-elles originales ? A l'écoute des producteurs italiens ou portugais et à la lecture de la bibliographie historique, les déplacements vers les marchés ont toujours fait partie des

⁹ Le *mediero* travaille la terre pour un employeur qui fournit tout ou partie des intrants nécessaires (outils, engrais, main-d'œuvre), en échange d'un pourcentage pris sur les ventes. Il est devenu une figure incontournable du monde maraîcher argentin, sous l'influence des migrants boliviens. Son statut est régi par un contrat dont les modalités (tâches, intrants, pourcentage) varient d'un patron à l'autre.

¹⁰ Un autre système de mobilité sociale a été détectée dans le secteur maraîcher [Le Gall, 2007], depuis les espaces urbains de vente au détail : arrivés à Buenos Aires, certains Boliviens (des femmes en majorité) commencèrent par vendre quelques légumes au détail dans les rues du centre ville, avant de tenir leur propre magasin de primeurs et d'accéder au marché de gros. Cette autre « échelle bolivienne » donne lieu, elle aussi, à des mobilités spatiales entre espaces centraux et périphériques.

¹¹ Trop peu d'études concernent encore ces secteurs d'emploi de la collectivité bolivienne. Les éléments les concernant sont proposés sur le mode hypothétique.

tâches des producteurs. Il s'agit même d'une caractéristique intrinsèque à tout système d'approvisionnement, organisé sur la mobilité en étant «à la fois le processus d'acheminement des productions jusqu'à la ville et leur distribution à l'intérieur de l'espace urbain» [Douzant-Rosenfeld, Grandjean, 1996]. Dans les dynamiques des populations rurales, les études renouvelant l'approche villes / campagnes des pays du Sud [Chaléard, Dubresson, 1999] ont aussi démontré le rôle des circulations des producteurs pour l'alimentation des villes et le poids des transporteurs [Chaléard, 1996]. La nouvelle mobilité sociale des Boliviens ne suffit donc à expliquer ni leur dispersion, ni leurs déplacements dans l'aire métropolitaine, ni leur hégémonie sur l'ensemble des espaces maraîchers. L'observation des spécificités conjoncturelles et structurelles du système d'approvisionnement de Buenos Aires apporte un éclairage supplémentaire pour avancer dans la réflexion.

2. Nouvelles circulations, mutations métropolitaines : les Boliviens, témoins des recompositions

Depuis quelques années, les mobilités et les pratiques sont au cœur des études sur les métropoles [Capron et *al.*, 2005 ; Dureau et *al.*, 2000]. Plus particulièrement dans les métropoles des pays du Sud, les mobilités géographiques sont perçues, non comme un instrument de mesure de leurs «avancées» par rapport au Nord, mais comme un outil d'analyse de leurs recompositions socio-spatiales spécifiques [Dubresson, 2000]. Quelles mutations métropolitaines sont mises en lumière par les mobilités boliviennes dans le secteur maraîcher ?

En premier lieu, l'insertion massive des migrants boliviens dans l'activité maraîchère à partir de la fin des années 1980 s'effectua à la faveur d'une crise sociale : la plupart des enfants des producteurs d'origines italienne, portugaise ou japonaise ne souhaitaient pas reprendre l'activité de leurs parents, qui s'avérait à cette époque trop peu rentable. Par nécessité, ils louèrent alors leurs terres aux Boliviens. D'autres le firent par stratégie : les commerçants grossistes louèrent ainsi leur emplacement, suivant «*une logique de rente, comme d'autres possèdent des appartements pour les louer*» (commentaires de l'administrateur du marché de La Matanza). L'ascension des Boliviens s'appuie avant tout sur la libération d'une niche professionnelle.

Les nouvelles circulations des Boliviens sont ensuite intimement liées aux évolutions néolibérales sociales, politiques, économiques qui touchèrent l'Argentine dans les années 1990, et à leurs répercussions spatiales métropolitaines. La «dollarisation» de l'économie argentine, menée par le Président Carlos Ménem en 1989, entraîna une augmentation des flux d'immigration vers l'Argentine, accentuée par l'amplification du différentiel entre la Bolivie et l'Argentine à la suite de la crise économique bolivienne des années 1980. Dans le secteur maraîcher, la parité établie entre le peso et le dollar incita les migrants à quitter la Bolivie autant qu'elle leur permit de s'installer en Argentine. Par exemple, l'un des premiers achats effectués par un Bolivien, avec ses économies de métayer ou de récent producteur, était (et c'est toujours le cas) une camionnette ou un camion (photo 1) : l'accumulation d'un capital financier autorisait le chef de famille à rentrer en Bolivie pour l'acheter à un meilleur prix qu'en Argentine ; cet investissement lui garantissait ensuite le transport et la vente de ses propres légumes et le libérait de la tutelle d'un patron. De façon évidente et paradoxale, la possibilité de circuler dans le pays d'accueil donna ainsi aux Boliviens la possibilité de rester.

En parallèle, les Boliviens bénéficièrent d'une mutation profonde des transports métropolitains. En 1992, l'Etat argentin néolibéral lança un appel d'offre pour la concession

des grandes œuvres publiques, dont les axes routiers principaux menant à Buenos Aires. En échange, les entreprises s'engageaient à rénover et moderniser ces accès avant de pouvoir y appliquer un droit de péage. En 1995, s'ouvrirent ainsi des autoroutes à quatre voies en direction de Buenos Aires et commença la modernisation des routes périphériques. Ces autoroutes, dont l'extension se poursuit, relient aujourd'hui les espaces de production aux espaces de commercialisation et connectent les différentes périphéries (carte 3).

Mais le jeu des transformations spatiales métropolitaines initiées dans le contexte néolibéral est à double tranchant. D'un côté, il a amélioré les liens métropolitains et, par conséquent, la connexion et l'accessibilité des espaces maraîchers, ce qui garantit leur développement. De l'autre, la politique néolibérale a favorisé les investissements privés résidentiels et productifs dans les périphéries septentrionale et occidentale de Buenos Aires, au détriment d'autres usages, dont le maraîchage [Vidal-Koppman, 2006]. L'existence même d'espaces ruraux productifs pour la ville pourrait être d'autant plus compromise que l'on assiste, depuis 2003, à un renouveau des investissements [Barsky, Vio, 2007]¹². Pourtant, le volume de légumes produits et le nombre de marchés de gros n'ont jamais été aussi importants. Les pressions spatiales complexes n'ont pas entraîné la disparition mais, au contraire, une restructuration des réseaux d'approvisionnement en légumes, selon deux tendances : l'éloignement des zones de production vers la quatrième couronne, au fur et à mesure de la croissance urbaine, et la multiplication des espaces de commercialisation de gros, notamment au cœur des espaces productifs. La dispersion des maraîchers boliviens dans l'ensemble de l'Aire métropolitaine de Buenos Aires s'explique par ces mutations.

[Photo 1] : Entrée du marché bolivien de Pilar

Légende : Derrière le drapeau et les affiches aux couleurs boliviennes, on distingue la halle du marché de Pilar, où viennent décharger ou charger des poids lourds appartenant à des producteurs des maraîchers boliviens. L'achat d'un moyen de transport, coûteux, fait l'objet d'incompréhension de la part des Argentins : alors que les Boliviens continuent à vivre de façon très modeste (maisons de bois, de tôle, sol en terre, une pièce à vivre pour toute la famille...), ils n'hésitent pas à investir dans un camion « zéro kilomètre ». Actuellement, celui-ci coûte entre 240 000 et 400 000 pesos, auquel il faut ajouter le prix d'un conteneur, soit au total entre 70 000 et 120 000 US\$.

Contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, la crise multiforme de 2001, qui plongea la moitié de la population argentine sous le seuil de pauvreté, ne provoqua pas de retours massifs en Bolivie. Les années 2000 confirmèrent le développement des circulations régionales au détriment du nombre de déplacements internationaux. Le cas des pérégrinations interprovinciales est devenu moins fréquent. Les allers-retours annuels entre la Bolivie et l'aire métropolitaine pour les travaux d'été semblaient s'être mieux maintenus, mais les plaintes des producteurs sur la difficulté à trouver de la main-d'œuvre « capable » (entendons « bolivienne ») montrent que ce type de déplacements est de plus en plus rare. Les primo-migrants se dirigent plus facilement vers les secteurs textiles où ils disent être mieux payés pour un travail moins fatigant. Enfin, les retours au pays des migrants installés s'amenuisent aussi. Dans les années 1990, la parité peso / dollar rendait le voyage accessible, même en avion. Dans les années 2000, la crise et la chute des prix de vente limitent les congés au pays. Les producteurs ont d'autres investissements à rentabiliser en priorité, comme les intrants dont les coûts n'ont pas diminué (plastiques et piquets pour les serres, bâches pour les fraises...) ¹³. Les recettes des mois de novembre et décembre, au début de la saison d'été, déterminent alors la possibilité du voyage – en bus - et l'identité des membres de la famille qui partiront en janvier et février.

¹² Malgré la crise de 2001 et la reprise en main de l'Etat sur son territoire.

¹³ L'inflation qui a suivi la crise de 2001 fit monter le dollar de « un à un » à « un à trois ». Un producteur de Pilar explique : « avant, tu achetais les intrants en dollars, mais quand tu vendais une caisse d'épinards à deux pesos, tu avais deux dollars. Maintenant, tu payes tes intrants trois fois plus cher, mais tu vends ta caisse d'épinards au même prix qu'avant, voire pire. C'est impossible de survivre ».

Toutefois, les difficultés économiques des années 2000 ne suffisent pas à rendre compte de la diminution des circulations internationales. La majorité des personnes interrogées ne retourne en Bolivie que pour des vacances, « pour montrer le pays aux enfants ». Certains producteurs ont maintenu très peu de contacts avec le pays d'origine car leur famille élargie réside en Argentine. Ces éléments confirment une tendance, identifiée notamment chez les producteurs : les liens régionaux déployés à l'échelle de Buenos Aires, familiaux, économiques, culturels, qui reflètent une certaine intégration des Boliviens à la société d'accueil, viennent se surajouter aux liens transnationaux, sans les remettre en question¹⁴.

L'évolution de ces circulations tient aussi au droit à la mobilité des Boliviens. Construite au long des vagues d'immigration, notamment européenne, l'Argentine possède une longue tradition d'accueil des migrants [Celton, 1995 ; Maguid, 1995]. Les conditions d'entrée ne sont pas des plus restrictives : « *l'Argentine offre une flexibilité d'entrée, de sortie et de résidence. Elle n'exige ni visas, ni billets de retour pour que le migrant puisse entrer dans le pays. Le voyageur peut obtenir à la frontière un permis temporaire pour rentrer sur simple présentation de sa carte d'identité ou d'un sauf-conduit* », signale R. Benencia [2003]. Dans les faits cependant, on observe depuis les années 1970 un durcissement des politiques d'entrée à l'égard des migrants venant des pays limitrophes [De Marco, 1986 ; Maguid, 1995 ; 1997]¹⁵, au point qu'A. Grimson parle, pour les années 1990, de « politique officielle de xénophobie » [Grimson, 2007, p.]. Ces pratiques territoriales de fermeture furent perceptibles au quotidien chez les Boliviens du secteur maraîcher [Benencia, 2004], victimes d'actes racistes à répétition, tels que la vérification systématique des papiers aux contrôles policiers ou la confiscation des marchandises vendues. Plus extrême, la vague de violence qui s'est abattue dans les exploitations maraîchères à Pilar en 2002 a conduit au vol de camions, au cambriolage des maisons et à des agressions physiques graves. Mais ces traitements ont rarement constitué un obstacle à la circulation des maraîchers boliviens dans l'aire métropolitaine. Ils s'arrangeaient avec les autorités, grâce à un billet glissé dans la poche de certains fonctionnaires, en payant de temps en temps une amende ou en recourant à d'autres moyens de transport.

Sur le plan juridique, la question de la libre circulation des hommes a été abordée dans le cadre du Mercosur seulement en 2004, alors que la circulation des biens et marchandises était déjà garantie depuis sa création en 1994. La loi Giustiniani (2004)¹⁶ et le plan « *Patría Grande* » (2006) marquent le démarrage d'une nouvelle politique migratoire. Ce plan donne la possibilité aux étrangers sans papiers issus du Mercosur et des pays associés de régulariser leur situation juridique à l'échelle locale, au plus près de leur lieu de résidence. Des départements comme celui de Pilar ont encouragé ces démarches, qui ont « détendu » les circulations des Boliviens. Les propos à l'égard des producteurs maraîchers ont évolué dans le même sens entre 2006 et 2009 : les vieux commerçants et producteurs démontrent désormais

¹⁴En effet, certains producteurs peuvent avoir tous migré en Argentine mais avoir maintenu des liens étroits avec leur village d'origine et ceux qui y sont restés. Les membres de la Collectivité Norchichas, marché de gros de Morón, élisent chaque année un représentant qui part pendant un an, habillé des fonctions de représentant de la Communauté. L'ensemble des associés – au moins les hommes – font le voyage une fois l'an, au moment des fêtes de la patrie, et investissent autant dans leur association en Argentine que dans leur communauté d'origine en Bolivie.

¹⁵Qui s'est poursuivie dans les années 1990 malgré le contexte d'ouverture du Mercosur (Marché commun du Cône Sud, qui réunit le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Vénézuëla, et associe le Chili, la Bolivie, la Colombie, l'Équateur).

¹⁶La loi de Migrations n°25.871 a été sanctionnée le 17 décembre 2003 et promulguée dans le Bulletin officiel le 20 janvier 2004. L'ex-député Rubén Giustiniani en est l'auteur et le défenseur.

du respect pour le travail qu'ils fournissent. La loi comme les pratiques semblent ainsi entériner une situation de fait, qui favorise l'installation des Boliviens en Argentine.

La répartition et les nouvelles circulations des Boliviens entre les espaces maraîchers sont ainsi liées au contexte très particulier de l'Argentine des années 1990 et 2000. L'insertion dans la métropole de ces nouveaux acteurs s'est faite à la faveur de trois décennies de transformations influencées par des facteurs internes et externes au secteur maraîcher. Leur particularité est de ne pas seulement s'appuyer sur un système d'approvisionnement existant et en pleine mutation : ils le renouvellent aussi par leur capacité à utiliser les nouveaux réseaux métropolitains.

3. Réseaux boliviens, « mobilités maraîchères » : les Boliviens, acteurs des recompositions

L'analyse en termes de réseaux s'inscrit dans la logique de celle des mobilités : les réseaux apparaissent tantôt comme des supports, tantôt comme des moyens de réduction de la distance. En géographie, la figure du réseau est multiple. On peut parler de figures « classiques », représentées par les réseaux matériels ou techniques (voiries, réseaux d'eau,...), et des nouvelles figures « immatérielles », apparues au cours des années 1990 (nouvelles technologies de l'information et de la communication). Les éléments constitutifs des réseaux sont « les lieux et les chemins », « les nœuds et les segments » [Brunet et *al.*, 2000] ou « divers points localisés d'un espace géographique » [Dupuy, 1993]. La géographie s'est également nourrie des réseaux sociaux, apportés par la sociologie et les études sur les migrations. L'approche sociale des réseaux invite à considérer la relation entre ces éléments [Mercklé, 2004]. En ce sens, les nouvelles mobilités des Boliviens seraient dues, non seulement aux nouveaux territoires qu'ils créent, mais surtout à la relation qu'ils établissent entre eux. Elles s'appuient sur les trois types de réseaux, matériels, virtuels, sociaux, et génèrent des mobilités qui dépassent le cadre de la collectivité bolivienne.

Les réseaux sociaux ont facilité la connexion des espaces de production aux réseaux de commercialisation et les circulations croissantes des Boliviens au sein de l'aire métropolitaine. La sociologie des réseaux distingue réseaux informels et réseaux formels. Les premiers « n'impliquent pas une adhésion volontaire et sont en cela quasiment synonymes de communauté naturelle » ; les seconds « sont caractérisés par une organisation qui les fonde à travers des règlements ou textes juridico administratifs » : ils sont « ouverts à l'adhésion volontaire » [Hily et *al.*, 2004]. Cette double définition se retrouve chez les producteurs boliviens à travers les liens familiaux et les associations de la collectivité bolivienne.

En premier lieu, pour un producteur, aller vendre au marché a un coût humain, temporel et financier que seule l'importance de la famille nucléaire permet de supporter. Il faut payer l'essence, les péages, l'usure du véhicule, le déchargement, la location de l'emplacement, les différents impôts propres à chaque marché. Il faut aussi prévoir dans l'emploi du temps le chargement, le transport jusqu'au marché, le déchargement, le temps de la vente, le rangement de l'emplacement, le retour sur l'exploitation. Sans leur épouse, les producteurs boliviens ne pourraient assumer les sacrifices exigés par le processus de commercialisation, en particulier parce que le marché se tient en général à des horaires décalés. La femme reste à la maison et garantit le fonctionnement de l'exploitation, ou, plus fréquemment, s'occupe de la vente pendant que son mari se repose. Les enfants, notamment les aînés, peuvent aussi assurer ces tâches et se relaient entre frères et sœurs. Cette répartition des rôles, qui provoque une féminisation des espaces maraîchers, tient, d'après le consul de Bolivie, aux caractéristiques

mêmes de la communauté bolivienne et à la participation impérative de chacun à l'économie familiale. Un même réseau familial unit ainsi espaces ruraux et espaces urbains et garantit la fluidité des échanges.

Par ailleurs, à partir de 1995, les producteurs boliviens se sont regroupés en « collectivités » qui prirent rapidement la fonction de marchés de gros afin d'assurer de nouveaux débouchés et d'influer sur le prix des légumes (photo 1). Au sein des zones de production maraîchère du nord et de l'ouest de Buenos Aires, ces associations formelles créent un nouveau niveau de mobilité, à l'échelle locale, car les producteurs peuvent vendre leurs légumes à proximité de leur exploitation. Par exemple Paula, commerçante au marché de Pilar, arrive d'une exploitation située à 300 mètres du marché. Son mari y reste tandis que ses enfants travaillent dans la zone industrielle voisine. Dans d'autres cas, les réseaux sociaux priment sur la distance et définissent l'échelle des mobilités : ainsi, deux producteurs, interrogés dans une zone de production à Pilar, préfèrent vendre au marché de première couronne de La Matanza plutôt qu'aux marchés voisins de Pilar ou d'Escobar. Leur insertion ancienne dans ce marché, les prix et la présence de toute leur famille justifient ce choix qui permet aussi de mutualiser les déplacements. Les réseaux sociaux, portés par des stratégies individuelles et familiales différenciées, jouent un rôle majeur dans l'échelle des mobilités depuis les espaces ruraux.

Les nouveaux marchés fonctionnent comme les points d'ancrage de nouvelles « mobilités maraîchères » grâce à l'usage que font les Boliviens des réseaux de transport (carte 3). Tous les nouveaux marchés de gros sont localisés en des lieux stratégiques, près des axes de circulation principaux de l'aire métropolitaine : à Escobar, au croisement entre l'autoroute 9 et la route 25 ; à Pilar, entre l'autoroute 8 et la route 25 ; à Moreno, entre l'autoroute 7 et la route 25 (carte 4). En une heure et demi tout au plus, les marchés sont reliés à la fois aux zones de production majeures (la zone Nord, voisine, et la zone de La Plata, au sud), aux espaces de commercialisation en gros les plus compétitifs (ceux de la première couronne) et aux espaces de commercialisation au détail les plus dynamiques (la ville centre). Dix à cinq ans après leur création, les marchés de la collectivité bolivienne sont devenus des éléments importants de l'économie des périphéries maraîchères et constituent à la fois des nœuds majeurs et des nœuds secondaires du système d'approvisionnement de Buenos Aires en légumes frais.

[Carte 4 : Le marché de gros de Moreno, une localisation stratégique]

Tous les acteurs bénéficient des échanges de produits suscités par ces marchés connectés. Certains producteurs commerçants en gros de la zone Nord profitent des facilités d'accès à la zone Sud pour compléter leur étal en produits de meilleure qualité¹⁷. Le voyage jusqu'aux exploitations de la zone Sud représente une plus-value qualitative pour leur commerce de gros. Les producteurs de La Plata, quant à eux, trouvent dans cet échange un débouché supplémentaire. De leur côté, les commerçants des marchés de gros de la première couronne ou les détaillants de Buenos Aires font le déplacement jusqu'à ces marchés pour y trouver des légumes d'une grande fraîcheur à des prix intéressants. Les nouveaux marchés sont donc collecteurs des productions locales de la zone Nord et de la zone Sud, distributeurs principaux pour la vente en gros à des détaillants de la zone Nord, pôles relais pour les commerçants grossistes des marchés de première couronne. Ces mobilités innovantes (existantes depuis

¹⁷ La zone de production de La Plata possède la plus grande superficie de serres de la ceinture maraîchère de Buenos Aires. Cet appareil technologique offre des légumes de meilleure qualité, y compris hors des périodes de production de la zone Nord, et sur une période plus longue (grâce aux primeurs et aux récoltes tardives) [García, Kebat, 2008].

trois ans seulement), introduites par la collectivité bolivienne, apparaissent comme une réponse du secteur maraîcher à l'éloignement forcé des espaces productifs. Elles renforcent aussi la spécialisation de ces espaces, entre une zone Sud dédiée à la production et une zone Nord partagée entre production et commercialisation de gros.

Un dernier élément favorise les nouvelles mobilités : la circulation de l'information. Elle est indispensable à l'insertion dans des réseaux commerçants [Chaléard, 1996] et est portée à Buenos Aires par l'existence de deux réseaux « immatériels » : les réseaux sociaux des migrants et le « *nextel* ». L'appartenance des migrants, issus par exemple du même village bolivien, à des réseaux informels permet d'accéder aux marchés de gros : au début des années 1990, un migrant venant livrer ses productions avait vent d'un emplacement libre, se renseignait sur la procédure à suivre pour le louer et servait ensuite d'informateur pour que ses amis, voisins, cousins proches et éloignés, puissent s'installer. Au quotidien, les réseaux virtuels améliorent aussi la connaissance des prix et de la disponibilité des produits. Le « *nextel* » est apparu avec les téléphones mobiles et s'est répandu ces dernières années chez les producteurs et commerçants de la collectivité bolivienne de Buenos Aires. Avec ce système de communication qui s'apparente à des talkies-walkies longue distance, il est possible de passer gratuitement des appels dans toute l'aire métropolitaine et au-delà, jusque dans des provinces éloignées. Malgré le coût mensuel important, il reste plus intéressant que le mobile classique pour les producteurs¹⁸ car il offre de nombreux avantages. Cette technologie inverse le rapport commerçant / producteur en faveur de ce dernier. Le « *nextel* » renseigne au quotidien sur les prix fluctuants au sein des marchés (notamment au marché central), par rapport aux prix pratiqués par les acheteurs au bord du champ. Auparavant, un producteur dans l'ignorance pouvait s'exposer à une négociation défavorable : une différence de un ou deux pesos par caisse de laitues, rapportée à 100 ou 200 caisses, équivalait à un manque à gagner de 100 à 200 pesos. Le « *nextel* » encourage aussi les mobilités des producteurs et commerçants du nord vers le sud de la métropole. Un producteur qui constate que sa production est insuffisante ou de piètre qualité a la possibilité, s'il possède un camion, d'aller la compléter par des légumes issus de La Plata. Mais avant de réserver la marchandise et de faire le déplacement, il vérifie par « *nextel* » son prix de vente et sa disponibilité et évalue la marge qu'il pourrait tirer en incluant les frais de déplacement. Le « *nextel* » permet un gain de temps considérable. Il augmente le volume des mobilités et les rend plus sélectives en facilitant des rapports plus directs entre producteurs et entre producteurs et commerçants non boliviens.

De nouvelles mobilités se développent entre périphéries productives, marchés de gros de la collectivité bolivienne et marchés de la première couronne investis par les Boliviens. Portées par ces acteurs et leurs descendants, elles influencent la circulation des légumes frais et de l'information et tendent à contourner le marché central, aux mains des acteurs traditionnels du maraîchage (Argentins, Italiens, Portugais et leurs descendants) (carte 3). Cette mainmise des Boliviens, qui complexifie les réseaux de commercialisation des légumes frais, pourrait entériner l'échec de la centralisation du système d'approvisionnement maraîcher de Buenos Aires.

Conclusion : nouvelles « mobilités maraîchères », nouvelles politiques territoriales

L'étude des mobilités des maraîchers boliviens de Buenos Aires a mis en évidence des mutations profondes affectant la métropole argentine depuis la fin des années 1980. Le circuit

¹⁸Le téléphone implique d'acheter des recharges qui sont décomptées à chaque appel. Elles coûtent de 5 à 30 pesos alors qu'il faut payer de 110 à 150 pesos chaque mois avec le « *nextel* ».

emprunté par les légumes avant d'arriver chez le consommateur, les moyens de transport, le type, l'échelle et le temps des déplacements, ont changé. Le parcours des producteurs, des productions, de l'information a été amplifié, modifié, au même titre que les nœuds constitutifs du système d'approvisionnement en légumes de Buenos Aires. Les mailles de ce dernier apparaissent de plus en plus serrées et mouvantes, s'adaptant chaque jour aux contingences du commerce de légumes et aux stratégies des acteurs. Les nouvelles mobilités sont boliviennes et « maraîchères ». Les Boliviens profitent d'un ensemble de facteurs conjoncturels propres à l'Argentine des années 1990 pour s'insérer et circuler dans l'aire métropolitaine ; grâce à l'utilisation efficace et spécifique des réseaux matériels et immatériels, ils impulsent des mobilités innovantes dans l'activité maraîchère des années 2000.

Les « mobilités maraîchères » suggèrent une évolution - parmi d'autres - du couple migratoire Bolivie / Argentine vers une « installation dans le mouvement » des migrants et de leurs descendants, à l'échelle régionale du pays d'accueil. Les producteurs s'appuient sur leurs réseaux de connaissances, souvent créés « là-bas » et recréés « ici », pour circuler entre les interstices maraîchers de Buenos Aires. Ces maraîchers « hypermobiles », que l'on désigne plus volontiers comme *farmers* que comme *campesinos* (comme on les appellerait en Bolivie), pourraient être les « fourmis » de Buenos Aires, pour reprendre l'expression d'A. Tarrius [1992]. Face à l'image de cette ville, « paradigme de la métropole latine fragmentée » [Prévôt-Schapira, 2005], les nouveaux réseaux que tissent les Boliviens et leurs descendants, à partir des espaces ruraux métropolitains, dessinent une Buenos Aires plus articulée, plus intégrée.

Ces mutations de la circulation des produits et des acteurs du maraîchage se font vitrines de la participation des Boliviens et de leurs descendants aux aménagements métropolitains. Face aux différentes pressions qui ont affecté l'activité maraîchère, notamment la croissance sauvage et par à-coups des investissements privés des années 1990, les Boliviens ont pris, de fait, le relais d'un acteur étatique plutôt absent et ont montré leur rôle clé dans l'organisation des périphéries de Buenos Aires et le maintien d'espaces ruraux productifs. Aujourd'hui, les autorités politiques ont perçu qu'ils ne pouvaient plus passer à côté des Boliviens pour la mise en place de politiques périurbaines. Les subventions à l'agriculture octroyées par la Présidence de la Nation aux producteurs familiaux (avril 2008) ou la création « d'agences périurbaines » de l'INTA (équivalent de l'INRA), qui donnent lieu à des ateliers, séminaires et formations, rendent compte du nouveau dialogue qui s'est établi entre les producteurs maraîchers et les institutions locales. On peut lire, dans ces chantiers politiques, la reconnaissance des migrants originaires des pays limitrophes et de leur rôle sur le plan territorial en faveur de leur installation durable en Argentine.

Toutefois, les droits attribués appellent aussi des devoirs, notamment celui de clarifier les pratiques économiques. Si, jusqu'à présent, les nouvelles « mobilités maraîchères », portées par les Boliviens et leurs descendants, ont pu contourner les circuits officiels, les politiques municipales réfléchissent à des solutions pour mieux contrôler les mouvements commerciaux. Il s'agit de capter une manne économique mais aussi de garantir aux habitants de Buenos Aires une certaine « traçabilité » des légumes produits et commercialisés.

Références

BABY-COLLIN V., CORTÈS G., FARET L., GUÉTAT-BERNARD H. [dir] (2009), *Migrants des Suds*, Montpellier, IRD Editions, Coll. Objectifs Suds, 400p.

- BALÁN J. (1992), The role of migration policies and social networks in the development of a migration system in the Southern Cone. , in KRITZ M. M., LIM L. L., ZLOTNIK H., *International migration systems: a global approach*, Oxford, Clarendon Press, pp.115-30.
- BARSKY A., VIO M. (2007), La problemática del ordenamiento territorial en cinturones verdes periurbanos sometidos a procesos de valorización inmobiliaria. El caso del partido del Pilar, Región metropolitana de Buenos Aires., IX Coloquio internacional de geocrítica, Porto Alegre.
- BENENCIA R. (1997), De peones a patrones quinteros. Movilidad social de familias bolivianas en la periferia bonaerense, *Estudios migratorios latinoamericanos*, 35, pp.63-101.
- BENENCIA R. (2003), Apéndice: La inmigración limítrofe, in DEVOTO F. J., *Historia de la inmigración en la Argentina*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, Historia argentina, pp.433-484.
- BENENCIA R. (2004), Trabajo y prejuicio. Violencia sobre inmigrantes bolivianos en la agricultura periférica de Buenos Aires., *Revue européenne des migrations internationales*, 20, pp.97-118.
- BOYER F., GONIN P. (2001), L'ici et l'ailleurs, une territorialité du parcours : circulations sahéliennes, *Mosella*, 314, pp.229-235.
- BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H. (2000), *Les mots de la géographie*, Montpellier, Reclus, 520p.
- CAPRON G., CORTÈS G., GUÉTAT-BERNARD H. (2005), *Liens et lieux de la mobilité : ces autres territoires*, Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 343p.
- CELTON D. E. (1995), Plus d'un siècle d'immigration internationale en Argentine, *Revue européenne des migrations internationales*, 2, pp.145-163.
- CHALÉARD J.-L. (1996), *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte-d'Ivoire.*, Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », 661p.
- CHALÉARD J.-L., DUBRESSON A. (1999), *Villes et campagnes dans les pays du Sud. Géographie des relations*, Paris, Karthala, Coll. Hommes et sociétés, 258p.
- CORTÈS G. (2000), *Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines (Bolivie)*, Montpellier, IRD Editions, Coll. A travers champs, 412p.
- CORTÈS G. (2001), Les Boliviens à Buenos Aires : présence dans la ville, repères dans la ville *Revue européenne des migrations internationales*, 17, pp.119-146.
- DE MARCO G. M. (1986), Extranjeros en la Argentina: cuantía y continuidad de los flujos inmigratorios limítrofes, 1970-1985, *Estudios migratorios latinoamericanos*, 3, pp.323-350.
- DOUZANT-ROSENFELD D., GRANDJEAN P. [dir] (1996), *Nourrir les métropoles d'Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 302p.
- DUBRESSON A. (2000), *Mise en perspective comparative des 19 métropoles mondiales*, in DUREAU F., DUPONT V., LELIÈVRE E., LÉVY J.-P., LULLE T. [dir] (2000), *Métropoles en mouvement, une comparaison internationale*, Paris, IRD Anthropos, Ed. Economica, Coll. Villes.
- DUPUY G. (1993), Géographie et économie des réseaux, *L'Espace géographique*, 3, pp.193-207.
- DUREAU F., DUPONT V., LELIÈVRE E., LÉVY J.-P., LULLE T. [dir] (2000), *Métropoles en mouvement, une comparaison internationale*, Paris, IRD Anthropos, Ed. Economica, Coll. Villes, 656p.
- DUREAU F., LÉVY J.-P. (2002), *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question*, Paris, L'Harmattan, Coll. Habitat et sociétés, 411p.
- FARET L. (2003), *Les territoires de la mobilité, espaces migratoires et communautés transnationales entre le Mexique et les Etats-Unis*, Paris, CNRS Editions, Coll. Espaces et milieux, 364p.

- GARCÍA M., KEBAT C. (2008), Transformaciones en la horticultura platense. Una mirada a través de los censos., *Realidad económica*, 237, pp.110-134.
- GRIMSON A. (2007), Immigration et préjugés discriminatoires, DIAL Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2938, Article disponible à l'adresse: <<http://www.alterinfos.org/spip.php?article1131>> Accès en septembre 2007.
- HILY M.-A., BERTHOMIÈRE W., MIHAYLOVA D. (2004), La notion de "réseaux sociaux" en migration, *Hommes et migrations*, 1250, pp.6-13.
- LE GALL J. (2007), Quand les migrants construisent des territoires : Le marché de gros de la Matanza, nouveau territoire bolivien de Buenos Aires, Second Congrès bisannuel du GIS Amérique latine, Rennes.
- LÉVY J., LUSSAULT M. [dir] (2003), *Dictionnaire de la géographie, de l'espace et des sociétés*, Paris, Belin, 1033p.
- MAGUID A. (1995), L'immigration des pays limitrophes dans l'Argentine des Années 1990, mythes et réalités *Revue des Migrations Internationales*, 2, pp.167-187.
- MERCKLÉ P. (2004), *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La découverte et Syros, Coll. Repères, 121p.
- MINISTERIO DE ASUNTOS AGRARIOS, MINISTERIO DE ECONOMÍA, GOBIERNO DE LA PROVINCIA DE BUENOS AIRES (2006), *Censo Hortiflorícola de la Provincia de Buenos Aires 2005*, La Plata, Dirección Provincial de Estadística, 115p.
- PÉRALDI M. [dir] (2001), *Cabas et containers, activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, Maisonneuve et Larose, 361p.
- PÉRALDI M. [dir] (2002), *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Ed. Maisonneuve et Larose, 495p.
- PIZARRO C. (2009), Olor a negro. Discurso, discriminación y segmentación étnica en el lugar de trabajo. , IV Coloquio de investigadores en estudios del discurso, Córdoba.
- PRÉVÔT-SCHAPIRA M.-F. (2005), De l'usage de la fragmentation urbaine en Amérique latine (vue de Buenos Aires), in BRET B., *Intégration et fragmentation en Amérique latine*, *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n°4, Paris, pp.483-495.
- TARRIUS A. (1992), *Les fourmis d'Europe : migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales.*, Paris, L' Harmattan, 210p.
- VIDAL-KOPPMAN S. (2006), La articulación global-local o cuando los actores privados construyen una nueva ciudad, Scripta Nova. Revista electrónica de geografía y ciencias sociales. <<http://www.ub.es/geocrit/sn/sn-218-39.htm>>.